



Livret d'exposition

SORTIR



Sortir

Quelques femmes évoquent leurs parcours, ouvrent la discussion.

Elles ont habité, ou habitent encore, à Mistral, à Viscose, à Arlequin à Trappes ou aux Ulis.

Des « quartiers prioritaires » comme on les appelle aujourd'hui.

Pour certaines il s'agit d'un endroit qu'elles ont cherché à fuir ; pour d'autres, c'est un lieu où elles ont choisi de rester ou de s'installer ; ou encore, c'est un endroit « neutre », où elles sont arrivées par le hasard des choses.

En nous parlant de leur parcours et de leur quartier, ces femmes racontent comment elles s'en sont sorties, parfois en en sortant, d'autres fois en se battant pour pouvoir rester.

Aux origines du projet

Le projet est né du constat que les femmes de quartiers populaires sont sous-représentées, et lorsqu'elles le sont, c'est souvent de manière stéréotypée. L'envie qui sous-tendait ce projet était de montrer, à travers l'évocation de parcours divers, à la fois les difficultés, les discriminations que ces femmes rencontrent, et les ressources qu'elles déploient.

Sortir des préjugés

Sortir d'un chemin tout tracé

S'en sortir

Sortir du quartier

Sortir du cadre

Sortir des idées préconçues

Sortir de la solitude

Sortir la parole

Au cours de l'été 2022, l'équipe de la Maison pour l'égalité femmes-hommes est allée à la rencontre d'acteurs des quartiers politique de la ville de la Métropole pour faire connaître aux habitantes le projet Sortir et leur proposer d'y participer.

A l'automne 2022, la Maison pour l'égalité femmes-hommes a proposé à des femmes volontaires, vivant ou ayant vécu dans un ou des quartiers populaires, de participer à des ateliers et rencontres avec la carnettiste Alice Raconte. L'occasion pour elles de se retourner sur leur vécu, d'échanger sur leurs parcours et nous l'espérons, d'y trouver de la fierté et des liens.

9 femmes ont participé à des ateliers animés par Alice Raconte, 8 ont suivi l'ensemble du programme :

- 9 entretiens individuels sur leurs récits de vie, qui ont permis à Alice de retranscrire leurs portraits à l'écrit. Chacune a apporté un objet qui lui tenait à cœur, qu'Alice a dessiné
- 1 atelier collectif d'écriture, où chacune s'est écrit une lettre à elle-même, qu'Alice leur enverra 1 an plus tard
- 1 atelier collectif « cartes », où une représentation géographique a servi de support aux échanges

Sortir – L'exposition

Les 8 portraits

Elles sont 8. Elles ne représentent évidemment pas « les » femmes de quartiers populaires. D'ailleurs, être une femme ou être d'un quartier n'a pas pour toutes la même signification : pour certaines il s'agit d'un endroit qu'elles ont cherché à fuir, pour d'autres d'un lieu où elles ont choisi de rester ou de s'installer, ou encore d'un endroit neutre où elles sont arrivées par le hasard des choses.

Les portraits sont conçus comme des mosaïques sensibles, à partir des éléments recueillis par Alice : objet fétiche, lieux importants de leur vie, souhaits pour la suite... qui éclairent leur vie et viennent rappeler que toutes les trajectoires sont complexes.

En traçant leurs portraits, forcément parcellaires et réducteurs, nous voulions soulever le poids de la société dans leurs parcours individuels, la diversité de leurs points de vue et de leurs expériences. Nous avons cherché à relever les interrogations qui traversent leurs récits.

Les 7 thèmes abordés et questions soulevées

En filigrane de leurs récits, 7 thématiques ont émergé. Ce sont des questions pour lesquelles il n'y a pas une bonne réponse, plutôt des appels à la réflexion.

Pour la nourrir nous avons repris leurs mots, et pour l'étayer nous avons rassemblé des éléments factuels, des définitions, des ressources, des chiffres, que vous trouverez dans les dernières pages de ce livret.



Sortir des normes,
choisir sa vie ?

Une vie normale

Renoncements Fierté

Déterminants sociaux

Regards des autres

« C'est la vie, on n'a pas le choix. C'est la vie qui donne. »

« L'école a été très importante pour moi. Le concept de la méritocratie, il faut bosser pour avoir des bonnes notes, ça a très bien marché pour moi. »

« Je n'aime pas le terme « public fragile », ça m'énerve. Parce que ça met les gens dans une position de victimes. C'est un terme un peu lourd mais je dis souvent « les personnes – enfin, les jeunes – qui ont socialement moins d'opportunités ». Là on met plus l'accent sur la faute de la société que sur eux. »

« Toute cette idée qu'il devait y avoir un ascenseur social ne se traduisait pas pour une grosse partie de la population. »

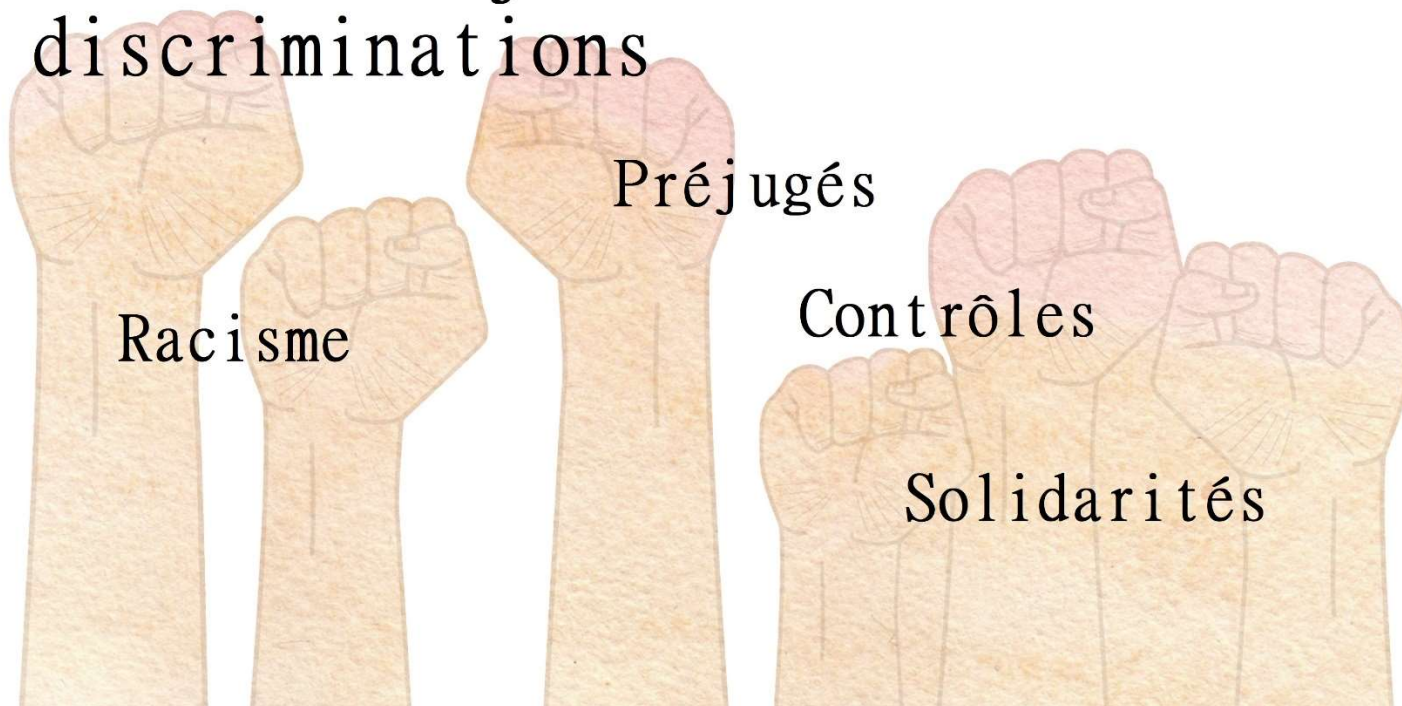
« Mes fils, qui sont typés, le grand surtout, il est typé maghrébin, il aimait bien les survêts. Je lui ai dit : « arrête d'être dans le cliché. Les gens ne vont voir que ça : t'es d'un quartier, t'es maghrébin, tu te mets en survêt, ça fait beaucoup. Faites attention de pas être dans le cliché ». Souvent, on a tendance à se mettre soi-même dans ce qu'on attend de nous. »

« On a enfin une vie comme les gens normaux ! »

« Je pense que ce qui nous définit ce n'est pas là où t'habites, c'est ce que tu penses, ce que tu fais, ce que tu ressens, c'est tes actions. T'as pas choisi d'habiter là où tu vis. »

« Je voudrais rester calme et tranquille ici. Vivre avec mes enfants. Je veux travailler comme les autres. Je veux vivre ma vie comme les autres, sans peur, sans dérangement, sans stress... Je veux être comme les autres. »

S'en sortir
face aux injustices et aux
discriminations



« Il y avait déjà des personnes qui portaient le voile mais on ne faisait pas attention à elles. Mais quand ça a commencé à être médiatisé par la politique, là j'ai eu des difficultés. »

« Mon mari est d'origine algérienne, donc mes enfants ont un nom algérien, et moi j'ai rajouté en nom d'usage mon nom français. Je l'ai fait volontairement parce que je me dis qu'en fonction de comment évolue la société, ils pourront utiliser mon nom, pour éviter que ça leur pose des problèmes. »

« Les gens ici nous ont beaucoup aidé, ils ont fait une pétition quand mon mari a été expulsé, mais ça n'a pas marché. Il y avait plein de signatures pourtant. Et quand j'ai été au tribunal, plein de parents avaient fait des attestations pour notre dossier [de demande d'asile]. »

« Si une musulmane veut porter le foulard c'est son choix, ce n'est pas par force. C'est difficile ici en France. En Allemagne ce n'est pas comme ça. Il y a des femmes qui travaillent dans beaucoup d'endroits avec le foulard. »

« Je ne pense pas que j'aurais eu des soucis pour être embauchée par rapport à mon adresse, parce que j'ai pas un profil de personne qui habite là-bas. Je suis blanche, j'ai un nom français. Je sais qu'il y a des discriminations liées à l'adresse mais je pense que c'est l'accumulation de traits de discriminations qui conduit à de la discrimination. »

« Je fais attention à la police [...]. Comme mon fils fait beaucoup plus grand que son âge ; si en plus il a un survêt... je n'ai pas envie qu'il ait des problèmes. Je suis méfiante. Je sais que mon mari, il a souvent eu des contrôles quand il était plus jeune, des contrôles sans raison. »

« Mon fils, il est tout le temps contrôlé. »

« Quand j'étais prof en école maternelle, on pensait que j'étais une ATSEM. Parce que j'étais noire, donc j'étais forcément une ATSEM... De la même façon qu'[aujourd'hui] on s'adresse à une bénévole plutôt qu'à moi, alors que c'est moi la bibliothécaire. »

« J'avais trouvé un boulot à l'ANPE (à cette époque-là, ça s'appelait l'ANPE). Mon parcours était bon, mais quand je suis allée avec le voile, bon... Alors qu'au téléphone c'était bon, j'avais envoyé mon CV... Après j'en ai eu plusieurs comme ça. Après je voulais plus subir en face, ça me blessait. »

« J'ai déjà triché sur un CV. C'était pour mon mari, quand on habitait à l'Arlequin. Lui il a un patronyme étranger, du coup je mettais l'adresse de ses parents. Une rue banale de Grenoble. Pour ne pas cumuler les tares d'un point de vue de la société. »

Sortir des préjugés
sur les quartiers

trafic

convivialité

insécurité

dynamisme



« On voit dans les médias souvent une image négative des quartiers populaires, des gens qui profitent du système. Il y a beaucoup d'incivilités, de choses comme ça... et il y en a, voilà, et il n'y a pas que ça, et je trouve ça dommage que ce soit pas quelque chose qui soit aussi mis en valeur. »

« On m'a déjà demandé : « t'as pas peur quand tu rentres le soir ? » quand je vais boire un verre avec les copines. Mais non, quand je vois les jeunes, ils me rassurent en fait. Je sais qu'ils ne vont pas m'agresser. [...] Mais les gens qui n'habitent pas dans un quartier ils ont plutôt tendance, s'ils voient un groupe de jeunes, à avoir peur. Alors que, moi c'est le contraire. »

« C'est des quartiers prioritaires où il faut mettre des actions sociales, économiques... pour que les équipements soient plus adaptés, pour que les personnes qui y vivent ne se sentent pas trop en décalage avec la classe aisée. Avant on disait cité, il y avait d'autres termes pas forcément valorisants pour les personnes qui y habitent. Moi je donne le nom de l'endroit, je ne parle pas de quartier. Les ZUS, c'est péjoratif, tu te dis directement qu'il y a un problème. »

« Quand j'étais jeune, je savais que même si j'aimais bien ce quartier, je ne voulais pas habiter ce quartier, par rapport à la drogue. »

« L'Arlequin, la Villeneuve de façon générale, ça a toujours été un quartier très vivant, ouvert sur l'extérieur. Y'a plein de choses, ce n'est pas un quartier fermé. »

« J'aimais bien ce quartier, je l'aimais beaucoup, parce qu'à l'époque c'était pas du tout ça. Moi j'ai grandi avec - comme beaucoup en parlent- le « melting-pot », on va dire. Je n'aime pas ce mot là... mais un mélange de plusieurs nationalités. »

« Des fois il y a des gens, comme ils savent pas que je viens de là, qui vont m'en parler comme s'ils m'apprenaient des choses mais en plus en disant des choses des fois fausses. Souvent je reprends, je dis « ben non, c'est pas comme ça... ». [...] ça parfois c'est un peu énervant : quelqu'un qui a juste fait un projet un jour sur un quartier croit tout connaître, alors qu'en fait lui-même n'en n'a qu'une image partielle. »

Sortir du quartier

s'y installer

partir
rester

revenir



« Je suis arrivée avec la mer, sans visa, d'Algérie à Espagne, puis Espagne en France. [...] C'était un petit, petit bateau... On était 17 personnes. C'était très très très dangereux. [...] C'est la première fois et la dernière fois, jamais, jamais. Ça a duré 17 heures. »

« Je suis venue ici comme ça. Parce que mon mari travaille, la première fois pour moi pour laisser ma vie et venir en Europe, c'est un grand changement. Et pour moi venir ici, c'est difficile pour la langue. »

« Le seul endroit où on pouvait avoir un appartement dans nos prix, c'était Villeneuve ou Fontaine. »

« Les quartiers prioritaires c'est l'endroit où on a été parce qu'on était obligés, parce qu'on n'avait pas le choix, parce qu'on ne connaissait pas le pays. »

« Dans mon histoire personnelle et notamment familiale, les quartiers populaires c'est l'endroit dont on veut partir. Ma mère, très tôt, ça a été son objectif. »

« J'ai souvent réfléchi à travailler dans les quartiers populaires, parce que j'ai envie de mettre ma force de travail pour le changement social et que c'est là que ça pouvait se passer. »

« On a connu de ne pas avoir de gaz, pas de lumière. Et j'espère qu'on n'aura jamais ça en Europe, c'est pour ça qu'on a quitté la Géorgie, parce qu'on ne voulait pas ça pour nos enfants. »

« Maintenant, j'aime bien bouger. D'ici deux ans, je bouge, je quitte la France, c'est sûr. Je pense à la Guadeloupe. L'Australie j'aimerais bien aussi. En fait, les îles. Polynésie aussi [...] Je crois que le pire truc que j'ai fait c'est d'aller à 18 ans toute seule en Croatie. Je suis allée faire un projet européen là-bas avec le corps européen de solidarité. J'avais fait un truc avec une asso là-bas, c'était cool ! J'ai bien vadrouillé mais je ne compte pas m'arrêter ! »

« Les quartiers populaires, c'est là où tu vis quand tu n'as pas assez d'argent. [...] Donc tu n'es pas censé y rester, et une fois que t'en es sorti, t'es pas censé y laisser ta famille. »

« Au bout de tout ce parcours, on a fini par obtenir un logement social. On est arrivés en mai 2022, on va y vivre longtemps ! »

Sortir
d'un chemin
tout tracé
pour les femmes

mère

sœur

épouse



« Peut-être plus jeune. Je me suis peut-être dit : « si j'étais un garçon j'aurais pu sortir le soir tard ». »

« Je sais que dans des familles des fois on demande plus à la petite fille : mets la table, fais le ménage... Moi comme j'ai que des garçons, c'est vrai que je ne sais pas si... Est-ce que si j'avais eu une fille j'aurais eu plus tendance à lui demander à elle, je ne sais pas ? J'espère pas mais... »

« Ils ont mis dans nos têtes : la fille quand elle aura 16 ans ou 18 ans, elle se marie. [...] Mon papa il me n'a pas dit : « tu es à l'école, plus tard tu seras grande, tu auras un travail ». A chaque fois qu'il était devant moi, il disait : « ma fille, elle sera chez son mari ». »

« J'ai intégré des choses qui paraissent des choses normales dans nos sociétés [...] le fait de faire des enfants. Je ne sais pas si maintenant je referais les mêmes choix en fait. Je ne suis pas sûre. [...] Je pense que depuis l'enfance on m'a mis dans ce truc-là. »

« Je m'occupais de mes parents. Mon père il a fait un AVC, donc je m'occupais de la maison de mes parents et de ma maison, donc je n'ai jamais eu de temps pour moi. »

« Ma vie est beaucoup mieux loin de chez moi, malgré que ma famille me manque. Mais en Algérie, ma vie chez mon frère c'était pas une vie. Tu ne peux pas faire un truc sans demander la permission. Je ne suis pas libre à 100% mais quand même, j'ai ma décision, si j'ai envie de sortir. »

« Avant c'était un ovni, une femme qui disait je ne veux pas d'enfant. Enfin moi ça me surprend toujours, j'aime bien savoir, c'est de la curiosité bienveillante. Je trouve ça chouette que les filles elles disent « ben non, je ne veux pas d'un mec ». »

« Avant, on ne se posait pas forcément la question : « de quoi j'ai vraiment envie, fondamentalement ? » Et maintenant, je pense que les filles se posent les questions. Elles s'autorisent plus à le dire. »

« Pour moi, la vie en cité est une vie où je ne me sens pas en sécurité, en tant que femme [...] parce qu'il y a toujours le risque des violences sexuelles. »

« Je suis née dans un petit village de paysans, en Algérie. La fille, elle n'a pas le droit d'aller à l'école. On venait à peine de finir la guerre avec la France et l'Algérie. C'est pas toute l'Algérie, mais dans les petits villages, ils gardaient leurs filles chez eux. Moi j'ai de la chance, mon papa m'a envoyé, parce qu'il y a une cousine qui habitait loin, elle a été à l'école. Alors il a dit « Pourquoi pas ma fille ? » j'ai eu de la chance, j'étais la seule fille au milieu de garçons. »

« Ça ne fait pas longtemps que je m'en rends compte [...] Le fait d'être interrompue par exemple, reprise... Je pense qu'on se permet certaines choses avec les femmes qu'on ne se permettrait pas avec un homme. »

« Je voulais absolument travailler. J'ai fait les ménages. J'ai fait plein de ménages. Moi, il fallait que je travaille, fallait que je sois indépendante. Je ne me voyais pas rester à la maison, qu'à m'occuper des enfants. »

Travailler, s'engager ... pour s'en sortir?

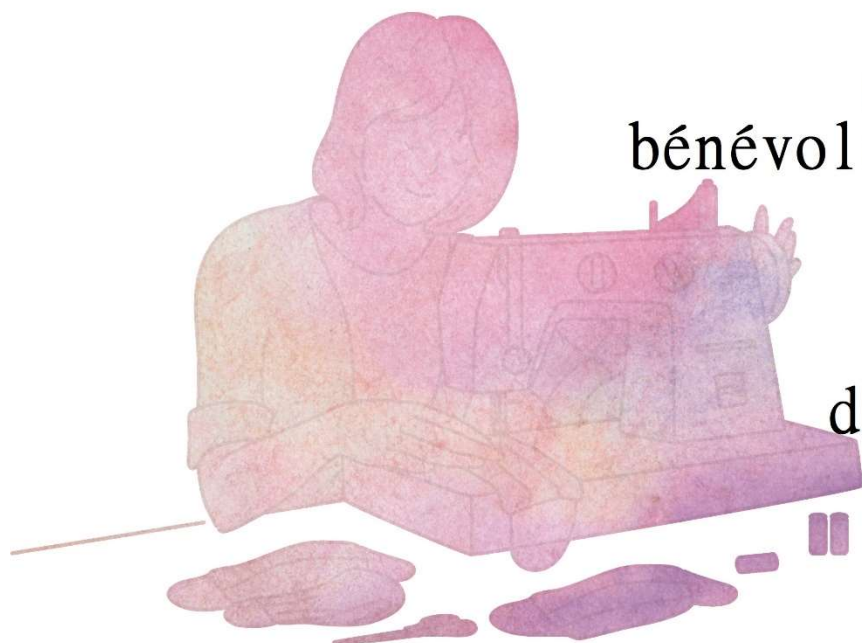
travail domestique

précarité

bénévolat

indépendance

discriminations



« Le fait d'habiter dans un quartier prioritaire, ça peut être un vrai plus, parce que les entreprises ont vraiment des politiques pour embaucher des personnes de ces quartiers-là. [...] Moi par exemple, quand mon fils a postulé chez Schneider, je sais qu'ils ont une grosse politique là-dessus [...], je savais que ça allait être un plus. »

« J'espère trouver un travail, n'importe quoi, l'essentiel c'est que je travaille pour mes enfants. »

« Maintenant je suis indépendante. Grâce à mon travail, pas autre-chose. Je me dis que tout ce que j'ai fait, je l'ai pas fait pour rien. »

« J'aime bien avoir mon indépendance aussi – j'aime bien, j'adore ça ! J'ai commencé à travailler à 17 ans et j'ai toujours été habituée à me gérer, à gérer mon argent. Au début je faisais de l'animation de surface, après un mois chez McDo, après j'ai fait beaucoup de tafs : de la garde d'enfants, en fast-food, j'ai fait mon service civique... Là je bosse dans un lycée à l'accueil, agent administratif. Au CROUS aussi, j'ai travaillé. »

« On monte un collectif avec les habitants de notre quartier. [...] C'est bien de se plaindre mais si vous faites que constater et que vous n'agissez pas, rien va se faire ! [...] C'est que des femmes dans le collectif, à part mon frère. On est que des femmes ! »

« Je suis maman déléguée [...] Je voulais pour aider mes enfants, aussi pour connaître d'autres personnes, pour changer les regards, pour obtenir aussi une attestation d'intégration à mon dossier [de demande d'asile]. Je suis aussi bénévole au café des enfants. »

« Moi j'étais bénévole à plusieurs endroits, comme à cuisines sans frontières, j'avais pu faire un stage avec une vraie convention à la Belle électrique grâce à ça. J'étais aussi parent déléguée à l'école. »

« Pour payer les factures c'était pas facile, on s'est déjà retrouvés sans eau chaude, sans gaz. Parfois, on n'avait plus de nourriture. Donc on attendait vraiment le jour où la paie tombait. »

« Avec mon travail, j'ai la chance de pouvoir agir, ça c'est chouette. Après, il faut avoir le temps aussi de s'investir. J'aimerais bien en faire plus quand mes enfants seront un peu plus grands, ça c'est sûr. »

« Au début j'ai travaillé tout de suite après la terminale, [...] j'ai trouvé du boulot en tant qu'aide-comptable. Et puis, moi je voulais avoir de l'argent. Ça ne m'intéressait pas trop de continuer. [...] Mais je voulais avoir mon indépendance. Je voulais passer mon permis. »

« J'ai bossé deux mois et demi trois mois presque, et après c'était la fin de mon contrat [...] Encore un CDD [...] Encore, un nouveau CDD [...] On m'a mise en CDD encore pour une bonne période et après on m'a fait un CDI à mi-temps [...] Et le mi-temps, je faisais des ménages au noir, non-déclarés. [...] mon mi-temps ça suffisait pas. Donc je faisais des petits boulots comme ça... »

S'en sortir ensemble?

communauté
individualités

solitude

récits

ressemblances

rencontres



« Maintenant je veux parler, je veux discuter, c'est ça la vie. Mais mes voisins, c'est « bonjour, bonjour », c'est tout. A part ça, Il n'y a rien. Quand je m'énerve, je sors, un café ou je vais au jardin, je trouve quelqu'un ou quelqu'une et je discute. Je m'installe à côté et je discute. Y a des arabes, y a des français... Je discute avec tout le monde. »

« L'une des grosses difficultés que j'ai toujours eue avec les quartiers populaires, c'est que comme on est face à une population qui est française mais pas complètement, il y a un besoin de se rattacher à une identité nationale autre. [...] ça m'énerve profondément. Parce que je le vois comme un rejet de l'identité française. »

« Peut-être donc que les quartiers populaires m'attirent plus pour me retrouver avec des personnes noires, et plusieurs types de personnes noires »

« Ça me fait plaisir de contribuer à ça en tout cas. Montrer qu'il y a plein de gens différents, d'histoires différentes, des profils auxquels ils se n'attendent pas forcément... »

« J'ai un problème avec les communautés vivant en quartiers populaires, sur le fait qu'il y a une forte solidarité, mais une solidarité communautaire. J'ai apprécié que le projet « sortir » soit sous un angle positif, et il y a une forte solidarité ».

« Je suis seule, toujours seule. Je ne fréquente pas les gens à cause des problèmes, je reste loin d'eux. Il y a des gens qui réfléchissent pas bien. »

« Je voulais vraiment retourner dans des quartiers... je ne savais pas comment le dire, mais dans des quartiers de mixité ethnique et sociale. [...] Je voulais retrouver des ambiances comme à Echirolles, avec une tendance plutôt populaire »

« Et aussi les femmes, raconter les histoires de femmes, il y en a tellement, on a chacune la nôtre et je trouve ça vraiment super intéressant »

Quelques définitions et données chiffrées pour alimenter la réflexion...

Les femmes en quartiers populaires en moyenne moins diplômées, avec un taux d'activité et d'emploi plus faibles

Diplômes

La population vivant en QPV est très largement moins diplômée. 47,1% des habitants y sont sans diplôme (contre 19,9% sur l'ensemble du département). Cette situation touche légèrement plus les femmes dont 48,5% sont non diplômées (+27,3 points par rapport à l'ensemble).

Taux d'activité (emploi et chômage)

Le taux d'activité est très nettement plus bas en QPV que dans l'ensemble du département : 66% contre 74,5% dans l'ensemble du département. Cet écart est en grande partie lié aux femmes. En effet, l'activité pour les habitants de 15 à 64 ans dans les QPV de l'Isère atteint 73,6% pour les hommes (-3,5 points par rapport à l'ensemble du département), et seulement 59% pour les femmes (-13 points).

Taux d'emploi

Le taux d'activité plus faible des femmes se traduit par un plus faible emploi pour elles : le taux d'emploi des femmes en QPV est de 40,8% (-22,4% par rapport à l'ensemble des femmes en âge de travailler dans le département).

Taux de chômage

L'écart de chômage entre les femmes et les hommes est nettement moins important que pour l'activité et l'emploi : le taux de chômage au sens du recensement atteint 30,8% pour les femmes (+18,6 points par rapport à l'ensemble du département) et 29,1% pour les hommes (resp.18,3pts). L'écart d'emploi entre les hommes et les femmes dans les QPV est essentiellement dû à une moindre participation de celles-ci au marché du travail.

Source : DREETS AURA : <https://auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr/sites/auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr/IMG/pdf/38-qpv.pdf>

Les quartiers prioritaires de la politique de la ville sont des territoires d'intervention du ministère de la Ville, définis par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine. Leur liste et leurs contours ont été élaborés par le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), ils ont été identifiés selon un critère unique, celui du revenu par habitants.

En partir

Le quartier peut être vu comme une étape de transition avec pour objectif à terme d'en partir. Le fait d'en sortir est considéré comme un symbole de réussite. Divers facteurs peuvent pousser certain-es habitant-es à déménager. Les quartiers populaires demeurent en effet plus en difficulté (précarité, raréfaction de l'offre de soins, trafic de stupéfiants, tensions avec les forces de l'ordre...)¹.

Le taux de sortie des quartiers Mistral, Renaudie et Teisseire sont particulièrement élevés (11% contre 7% pour l'ensemble des QPV français)².

Plus de la moitié des personnes interrogées déclarent avoir la volonté de quitter leur quartier au cours des trois prochaines années³.

Y rester

Une fois installées dans des quartiers populaires, certaines personnes, satisfaites de leurs conditions de vie, font le choix d'y rester. Contrairement aux idées reçues, le quartier peut également présenter certains avantages comme par exemple l'accès aux transports en commun, aux commerces de proximité, à des espaces verts⁴.

7 habitantes et habitants sur 10 se déclarent satisfaits de vivre dans leur quartier⁵.

¹ « Situations sociales en géographie prioritaire 2014 – 2022 », Agence d'urbanisme de la région grenobloise

² « Situations sociales en géographie prioritaire 2014 – 2022 », Agence d'urbanisme de la région grenobloise

³ Enquête « Vie quotidienne des habitants » dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville de Grenoble –Alpes Métropole, Ipsos, mai 2023

⁴ « Situations sociales en géographie prioritaire 2014 – 2022 », Agence d'urbanisme de la région grenobloise

⁵ Enquête « Vie quotidienne des habitants » dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville de Grenoble –Alpes Métropole, Ipsos, mai 2023

Sexisme ordinaire

Une majorité de femmes estiment être victimes de « sexisme ordinaire ». 57% des femmes ont déjà subi des blagues ou remarques sexistes, 41% un déséquilibre dans les tâches ménagères, 41% des sifflements et gestes déplacés de la part d'un homme, 38% des situations de mansplaining, 29% des remarques faites sur leur tenue ou physique...⁶

Genre et espace public

En 2019, les femmes se sentent davantage en insécurité que les hommes. Elles sont 1.7 fois plus nombreuses à éprouver un tel sentiment dans leur quartier ou village. Les femmes sont cependant davantage victimes de violences commises au sein du ménage. La moitié des femmes victimes a subi des violences physiques en provenance d'une personne vivant dans le même logement qu'elles⁷.

Dans 91% des cas de violences sexuelles, les femmes connaissent les agresseurs⁸.

Les injonctions faites aux femmes : se marier et avoir des enfants, le « care »

En France encore aujourd'hui, certains comportements ou rôle sont attendus des femmes : faire le ménage, s'occuper des enfants, des parents âgés, des papiers... Toutes ces tâches peu valorisées sont considérées par les mouvement féministes comme du « travail domestique », du travail gratuit accompli dans le cadre de la famille (Delphy, 1970).

Un tiers de la population (27% des femmes et 40% des hommes) déclare qu'il est normal que les femmes s'arrêtent de travailler pour s'occuper de leurs enfants. La présence d'une mère lors des rendez-vous relatifs aux enfants (médicaux, scolaires, parascolaires...) est plus importante que celle d'un père pour 21% des femmes et 26% des hommes⁹.

Le travail domestique

Les inégalités entre femmes et hommes concernant le partage des tâches domestiques traversent l'ensemble de la société et ne sont pas propres aux quartiers populaires. Néanmoins, les milieux sociaux aisés peuvent plus facilement déléguer le travail domestique en devenant employeur (garde d'enfant, ménage, livraison, soins aux personnes dépendantes...). Par ailleurs, le plus faible taux d'activité des femmes en quartiers populaires laisse présager une implication accrue dans la sphère domestique.

D'après l'Observatoire des inégalités, pour l'ensemble de la société en moyenne, 80 % des femmes font la cuisine ou le ménage au moins une heure chaque jour, contre 36 % des hommes. De plus, sur l'ensemble des adultes, 46 % des femmes, contre 29 % des hommes consacrent au moins une heure chaque jour à leurs enfants ou à un proche dépendant.

Source : <https://www.inegalites.fr/Le-partage-des-taches-domestiques-et-familiales-ne-progresse-pas>

⁶ Rapport annuel du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes sur l'état des lieux du sexisme en France (2023)

⁷ « Femmes et hommes, l'égalité en question », INSEE (2022)

⁸ Enquête « Cadre de vie et sécurité » du ministère de l'intérieur, moyenne entre 2012 et 2017

⁹ Rapport annuel du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes sur l'état des lieux du sexisme en France (2023)

Le Care

« Le concept de care recouvre « des pratiques matérielles et psychologiques destinées à apporter une réponse concrète aux besoins des autres : travail domestique, de soin, d'éducation, d'assistance, etc »¹⁰.

« Aucune société ne tient sans le travail peu visible du *care* : nous avons tous et toutes besoin de ces pratiques de soin, elles sont même vitales dans les moments de la vie où nous sommes le plus vulnérables (nouveau-né, personne âgée, personne malade). Pour autant, ce travail est massivement effectué par les femmes. Dans des conditions d'inégalités économiques, politiques et sociales, les femmes des quartiers populaires ne dépensent pas d'argent pour obtenir du relais dans le soin, qu'elles apportent à leurs proches ».¹¹

« Ainsi, être femme, d'origine étrangère et avec un revenu socioéconomique faible renforce l'assignation au Care et une répartition inégale des rôles. Pensons ainsi à ces nombreuses femmes d'origine étrangère ou sans-papier qui cumulent à la fois du Care domestique et du Care professionnel en prenant soin d'autres personnes dépendantes dans des conditions de travail souvent précaires ».¹²

Entre le care « familial » gratuit (ou subventionné avec l'allocation parentale d'éducation) et le care « professionnel » rémunéré, le passage d'une sphère à l'autre porte toute l'ambivalence des emplois dits féminins. Ces emplois étant naturellement dévolus aux femmes, leurs compétences sont dès lors fortement naturalisées et même doublement naturalisées pour les femmes immigrées en raison de leur supposée « culture d'origine ».¹³

¹⁰ Cent ans de sollicitude en France - Domesticité, reproduction sociale, migration & histoire coloniale (Nasima Moujoud et Jules Falquet) : <http://julesfalquet.com/wp-content/uploads/2017/11/Agone-500.000.pdf>

¹¹ Les cahiers du développement social urbain : « Femmes des quartiers populaires : les oubliées de la santé » - article « Mais qui prendra soin des femmes des quartiers populaires ? »

¹² Rapport « Care, genre et santé des femmes » - 2016 : https://assets.ctfassets.net/10gk3ls1b1u3/1fnUdlBgrseCXwNFrXrrhP/16e32d2c59ba35a6da24d0fedb09f8f3/Rapport_Care_Genre_et_Santé_des_Femmes_PPSF_Version_finale.pdf

¹³ Métiers des services à la personne : quelle émancipation par le travail ? Par Sabah Chaïb <https://www.cairn.info/revue-cahiers-du-developpement-social-urbain-2018-2-page-41.htm#s1n2>

Discrimination : dans le langage courant la discrimination est le fait de traiter de manière inégale et défavorable un ou plusieurs individus. Selon la loi, cette différence de traitement repose sur certains critères prédéfinis (âge, sexe, origine, handicap...) et dans certains domaines (emploi, logement...). Selon la sociologie, les discriminations sont le résultat d'un « système », c'est-à-dire une société dans laquelle existe des rapports de domination (rapport de pouvoir des hommes envers les femmes, des personnes blanches envers les personnes non-blanches...) et des inégalités socio-économiques.

La **discrimination systémique** implique les procédures, les habitudes et une forme d'organisation au sein d'une structure qui, souvent sans intention, contribuent à des résultats moins favorables pour les groupes minoritaires que pour la majorité de la population, en ce qui concerne les politiques, les programmes, l'emploi et les services de l'organisation.¹⁴

Harcèlement discriminatoire : actions portant atteintes à la dignité de la personne ou créant un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant.

Injures/violences discriminatoires : les violences et les injures sont punies par la loi. Lorsqu'elles sont discriminatoires, c'est-à-dire commises envers une personne à raison de son origine, sexe, orientation sexuelle, handicap... elles sont plus lourdement punies, on parle de circonstances aggravantes.

42% des personnes actives rapportent avoir été témoins de discriminations ou de harcèlement discriminatoire au cours de leur carrière. Parmi les femmes ayant vécu une discrimination ou un harcèlement discriminatoire dans l'emploi, 8% d'entre elles rapportent avoir été discriminées en raison de leurs convictions religieuses¹⁵.

Parmi les personnes ayant vécu une discrimination ou un harcèlement discriminatoire dans l'emploi, 21% d'entre elles rapportent avoir été discriminées en raison de leur origine ethnique (32% des hommes contre 11% des femmes)¹⁶.

Depuis 2014, **le lieu de résidence est devenu le 20e critère de discrimination dans la législation française**¹⁷. Ce motif peut désormais être invoqué pour poursuivre un employeur, un propriétaire ou toute autre personne dès lors qu'on s'estime victime de discrimination à cause de son lieu de domicile.

Un appel à témoignages du Défenseur des droits sur l'accès à l'emploi et les discriminations liées à l'origine montre que « les discriminations liées aux origines lors des recherches de stage ou d'emploi se produisent « souvent » ou « très souvent » pour plus de 60% des répondants. »

Source : https://juridique.defenseurdesdroits.fr/doc_num.php?explnum_id=19668

Injures et violences discriminatoires

En 2022, 6912 infractions en raison de l'origine, de l'ethnie, de la nation, d'une prétendue race ou de la religion ont été enregistrées¹⁸. Or, 1.2 million de personnes seraient victimes chaque année d'au moins une atteinte à caractère raciste, antisémite ou xénophobe. Seule une victime

¹⁴ conseil de l'Europe : <https://www.coe.int/fr/web/interculturalcities/systemic-discrimination>

¹⁵ 13^{ème} baromètre du défenseur des droits sur la perception des discriminations dans l'emploi (2020)

¹⁶ 13^{ème} baromètre du défenseur des droits sur la perception des discriminations dans l'emploi (2020)

¹⁷ <https://www.faceatlantique.fr/2015/12/02/le-lieu-d-habitation-20e-crit%C3%A8re-de-discrimination/>

¹⁸ Service statistique ministériel de la sécurité intérieure

d'injures racistes sur 20 déclare avoir déposé plainte au commissariat de police ou en brigade de gendarmerie¹⁹.

Contrôle d'identité discriminatoire

80% des personnes correspondant au profil de « jeune homme perçu comme noir ou arabe » déclarent avoir été contrôlées dans les cinq dernières années (contre 16% pour le reste des enquêté-es). Par rapport au reste de la population, ces profils ont une probabilité 20 fois plus élevée que les autres d'être contrôlés²⁰.

Que faire en cas de discriminations ?

Le Réseau Partenaires Égalité de Grenoble Alpes Métropole

- Permanence d'écoute et de conseils
14h ► 17h, 2ème jeudi du mois (sans rendez-vous)
- Consultation juridique avec un avocat
14h ► 17h, 4ème jeudi du mois (sur rendez-vous au 04 76 23 02 01)

La Régie de quartier Villeneuve-Village Olympique - 17 galerie de l'Arlequin – Grenoble

Le Défenseur des droits

La plateforme antidiscriminations.fr / téléphone 39 28 / Les délégués du défenseur des droits

¹⁹ Enquête « Cadre de vie et sécurité » du ministère de l'intérieur (2019)

²⁰ Enquête du défenseur des droits sur les relations police/population : le cas des contrôles d'identité (2017)

En France, le **terme communautarisme** s'emploierait de manière péjorative et généralement idéologique pour désigner une sorte de menace qui pèserait sur la nation et les droits de l'homme, et qu'on oppose de façon équivoque autant au républicanisme qu'à la laïcité, au nationalisme, à l'universalisme ou à l'individualisme.

Une étude, de l'institut OpinionWay vient éclairer « le communautarisme » qui, dans l'opinion publique française, reste marginal. En effet, 83% des Français n'ont pas le sentiment d'appartenir à une « communauté » particulièrement définie par les origines. Plus encore : 86% des Français n'ont pas ce sentiment quand il s'agit de religion. « Le communautarisme reste marginal en France. Les personnes se sentent appartenir à la communauté française plus qu'ethnique et religieuse », explique Bruno Jeanbart, directeur général adjoint d'OpinionWay.

<http://revuecivique.eu/etudes-livres-sondages/le-communautarisme-en-france-dementi-par-les-chiffres/>

Pour le **Conseil économique, social et environnemental** (CESE), l'**isolement social** est « *la situation dans laquelle se trouve la personne qui, du fait de relations durablement insuffisantes dans leur nombre ou leur qualité, est en situation de souffrance et de danger.* » L'isolement social peut signifier l'absence ou la rareté des liens, mais il peut aussi être vécu quand la qualité des relations est insuffisante. La vie sociale n'est pas qu'affaire de quantité : des liens sociaux qui ne nourrissent pas l'individu peuvent provoquer un sentiment d'isolement, alors même qu'il vit au milieu des autres.

L'expression « lien social » est aujourd'hui employée pour désigner tout à la fois le désir de vivre ensemble, la volonté de relier les individus dispersés, l'ambition d'une cohésion plus profonde de la société dans son ensemble.

Pour plus d'informations, contactez
la Maison pour l'égalité femmes-hommes :



04 76 59 57 84



maison-egalite@grenoblealpesmetropole.fr



maisonegalitefemmeshommes.fr